

22911

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE



Distr.:  
LIMITEE  
NRD/MRU/MR/2/91  
26 Avril 1991

---

**ASSISTANCE A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)  
POUR LE PROJET D'ETUDE D'UN CENTRE DE MISE EN  
VALEUR DES RESSOURCES MINERALES**

**ASSISTANCE A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST - CEDEAO- POUR LE PROJET D'ETUDE D'UN CENTRE DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES (Lagos, 6-8 avril, 1991)**

1- Une mission du secrétariat de la CEA a séjourné à Lagos (Nigéria), du 4 au 9 avril 1991. Sur la demande du secrétariat exécutif de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), elle devait assister ce dernier dans la présentation du projet d'étude de faisabilité d'un centre multinational de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest, à la 32ème réunion de la "Commission des Transports, Communications et Energie" de cette institution.

2- Il convient de rappeler que cette réunion, convoquée en octobre 1990, n'avait pu se tenir pour faute de quorum. Cependant, à l'issue des entretiens que les deux secrétariats avaient eu, à cette occasion, la CEA avait dû reformuler le document de projet (cf.NRD/MRU/6/90 du 15 novembre 1990). C'est celui-ci qui a servi de base aux travaux de la Commission sur le sujet.

3- Huit pays ayant été représenté à la réunion (contre sept exigés pour que toute session de la commission soit valable), celle-ci a donc pû se tenir. La liste des participants, le programme de travail, le rapport final et les recommandations de la réunion sont joints au rapport.

4- Bien que directement impliqué uniquement dans le point 9 de l'ordre du jour relatif à l'étude de faisabilité du centre multinational de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest, la mission technique de la CEA a pris part à tous les travaux de la Commission.

5- Concernant particulièrement le point 9 sus-mentionné, les observations suivantes méritent d'être faites.

I) -Au niveau des délégations, seulement trois (Burkina Faso, Guinée et Nigéria) comportaient , en leur sein, des techniciens du domaine des ressources minérales. La mission du Secrétariat a donc dû mener une campagne de sensibilisation auprès des autres délégations non seulement à propos de la place que les ressources minérales devraient avoir au sein du secrétariat exécutif de la CEDEAO, mais également à propos du Centre multinational de mise en valeur des ressources minérales.

II) -Lors de la discussion sur la question du centre, une unanimité s'est dégagée à la fois sur l'intérêt majeur d'une telle institution en Afrique de l'Ouest et sur la nécessité d'inclure, de façon spécifique et nominale, les ressources minérales dans les activités de la commission dont la dénomination deviendrait, dorénavant, "Commission des Transports, des Communications, de l'Energie et des Mines"

111) -Le document de projet a été adopté avec les principaux amendements suivants:

-a) L'enquête se déroulera dans les 16 Etats membres de la Communauté au lieu des 12 initialement prévus dans le document de base;

-b) Les termes de référence devront également comporter, d'une part, l'évaluation des centres similaires existant dans d'autres sous-régions et, d'autre part, l'examen de la situation des projets multinationaux dans le domaine des ressources minérales.

1V) -Pour ce qui concerne le budget final du projet à présenter au Conseil des ministres, liberté a été laissée au Secrétariat Exécutif de la CEDEAO, de le revoir, en concertation avec la CEA, en fonction des nouvelles données (16 Etats à visiter au lieu de 12) et de la durée qui devrait être revue à la baisse.

V) -Trois importantes recommandations, relatives à la question et destinées au Conseil des ministres, ont été adoptée par la Commission sur (a) l'autorisation d'entreprendre l'étude de faisabilité du Centre, (b) le changement de dénomination à apporter au nom de la commission en y incluant les ressources minérales et (c) le renforcement de la "Division de l'Energie et des Ressources Minérales" par le recrutement d'un expert en ressources minérales. Il s'agit, respectivement, des recommandations 6, 7, et 8 qui figurent dans le rapport final de la Commission, joint en annexe.

5- Après adoption du rapport de la réunion, le Secrétariat de la CEDEAO a demandé à la CEA de l'assister (a) dans la reprise du budget ainsi que du programme d'activité et (b) dans l'établissement d'un questionnaire d'enquête -dès approbation du projet par les autorités de la Communauté-, conformément aux amendements proposés au paragraphe 5(iii) ci-dessus. C'est pour donner satisfaction à cette requête qu'ont été établies les annexes I et II du présent rapport. Le questionnaire d'enquête sera établi par le Secrétariat dès que celui-ci sera informé par la CEDEAO de la prise de décision définitive, pour l'étude, de la part de ses instances compétentes.

**PROGRAMME D'ACTIVITES ET CONTRIBUTION  
DES PARTIES CONCERNEES**

**I. ACTIVITES**

**1. Description**

L'activité essentielle est la mission d'enquête dans les 16 pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO pour:

- i) examiner le mode actuel de prospection, d'exploitation et d'utilisation des ressources minérales ainsi que les programmes nationaux et multinationaux futurs de mise en valeur des ressources minérales;
- ii) étudier les institutions actuelles s'occupant de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et évaluer les moyens disponibles (matériel, personnel et possibilités de formation) ainsi que leurs besoins;
- iii) évaluer la situation des centres similaires existant dans d'autres sous-régions africains afin de mieux identifier les causes de faiblesse et de succès en vue d'en tirer les leçons nécessaires;
- iv) examiner avec les autorités nationales compétentes et les experts travaillant dans les pays, les besoins immédiats dans les aspects de la mise en valeur des ressources minérales et leur demander leur opinion sur l'opportunité de créer un centre multinational de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest;

- v) recueillir toutes suggestions concernant la participation des pays au centre envisagé et l'accueil éventuel du centre;
- vi) formuler des recommandations concrètes au sujet de la faisabilité du projet et présenter des propositions appropriées en vue de son exécution.

## 2. Déroulement

Activités	Responsable	Lieu	Calendrier provisoire
i) Identification, sélection et recrutement des experts	CEDEAO	Lagos	Janv. 1992
ii) Briefing des experts sur le questionnaire d'enquête	CEDEAO/CEA	Lagos	1ère semaine Fév. 1992
iii) Mission d'enquête dans les 16 pays de la CEDEAO répartis en 4 groupes de 4 Etats	3 experts CEDEAO + 1 expert CEA	16 Etats de la CEDEAO	10 Fév.-15 mars 1992
iv) Synthèse générale des données et rapport préliminaire	3 experts CEDEAO + 1 experts CEA	Lagos	16-31 mars 1992
v) Présentation du rapport préliminaire à un Comité Technique ad hoc de la CEDEAO	2 experts CEDEAO + 1 expert CEA	Lagos	4-8 mai 1992
vi) Finalisation du rapport	2 experts CEDEAO	Lagos	9-16 mai 1992
vii) Soumission du rapport final à la Commission	2 experts CEDEAO	Lagos	22-23 juin 1992
viii) Préparation du rapport de faisabilité et du budget de réalisation à présenter aux hautes instances de la CEDEAO	2 experts CEDEAO	Lagos	24-30 juin 1992

Durant l'exécution du projet, des amendements pourraient être proposés en ce qui concerne aussi bien le calendrier que le déroulement des

activités envisagées. Il est à noter, notamment, que la durée totale du projet pourrait être ramenée de 6 à 4,5 mois si la présentation du rapport préliminaire se fait directement devant la Commission sans passer devant un comité technique ad hoc.

### 3. Plan de travail

	Janv.	Fev.	Mars	Avril	Mai	Juin
i) Identification, sélection et recrutement des experts	_____					
ii) Briefing des experts et établissement du questionnaire d'enquête		_____				
iii) Mission d'enquête dans les 16 Etats de la CEDEAO		_____				
iv) Synthèse générale et établissement du rapport préliminaire			_____			
v) Présentation du rapport préliminaire au Comité Technique ad hoc					_____	
vi) Finalisation du rapport					_____	
vii) Soumission du rapport final à la Commission						_____
viii) Préparation du rapport de faisabilité et du budget à présenter aux hautes instances de la CEDEAO						_____

## II. CONTRIBUTION DES PARTIES CONCERNEES

### 1. Contribution de la CEA

Mise à la disposition du projet:

- a) d'un expert en ressources minérales (3 h/m) et des

ressources nécessaires à ses voyages ADDIS-LAGOS-ADDIS (participation à la mission d'enquête + réunion commission ad hoc).

b) d'un rapport sur la situation des centres similaires existants dans d'autres sous-regions africaines.

c) L'établissement d'un questionnaires d'enquête dès confirmation, au Secrétariat, de l'accord des organes de décision de la CEDEAO pour l'étude.

## 2. Contribution de la CEDEAO

Mise à la disposition du projet (a) de trois consultants et des ressources financières nécessaires pour leur participation a la mission d'enquête, leur contribution à la réalisation des différents rapports et leur participation aux diverses réunions (comité ad hoc et commission) (b) des ressources nécessaires pour le paiement du billet de la tournée d'enquête ainsi que des Perdiems aux taux des NU de l'expert de la CEA pendant cette enquête et la rédaction du prérapport.

## 3. Contribution des Etats membres

Aider la mission dans sa tâche en mettant à sa disposition toutes les information nécessaires.



# BUDGET

Le budget chiffré nécessaire à la réalisation du projet est estimé à 64735 dollars des Etats-Unis. Dans le détail, il se présente ainsi qu'il suit:

Description	Montant en dollars des Etats Unis
1. CEDEAO	
a) Charges des 3 experts (3 experts pendant 8 semaines 2 experts pendant 3 semaines) et de l'expert CEA (perdiem pendant 8 semaines)	
- Perdiem	
. 112,5x56 (8 semaines) x 3 =	18900
. 112,5x21 (3 semaines) x 2 =	4725
. 150x56 (8 semaines) x 1 =	8400
- Honoraires	
. 45x56 (8 semaines) x 3 =	7560
. 45x21 (3 semaines) x 2 =	1890
Sous-total 1	41475
b) Transport	
- 1'aller-retour du pays d'origine à Lagos pour chacun des experts de la CEDEAO: 500x3 =	1500
- 2 aller-retour du pays d'origine à Lagos pour 2 des experts de la CEDEAO: 500x2x2 =	2000
- 4 billets pour la visite des pays pour les 3 experts CEDEAO + l'experts CEA: 1000x4 =	4000
Sous-total 2	7500

## c) Support administratif

- Dactylographie, traduction, impression =	5000
- Suivi par le Secrétariat de la CEDEAO =	3000
Sous-total 3	8000
d) Imprévus	2500
Sous-total 4	2500
TOTAL CEDEAO (1+2+3+4)	59475

## 2. CEA

a) Salaire payé par la CEA pendant la durée du projet (niveau P5)	PM
b) Charges de participation à la réalisation du projet (12 semaines)	
- DSA pendant la réunion du Comité ad hoc à Lagos: 180x7 (1 semaines) =	1260
- Transport: 2 A-R Addis-Lagos	4000
TOTAL CEA	5260
TOTAL GENERAL.....	64735

NB: La suppression éventuelle de la réunion d'un comité technique ad hoc pour examiner le rapport préliminaire réduirait le coût du projet d'environ 5000 dollars, cette déduction intervenant entièrement sur la contribution de la CEDEAO.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**30<sup>EME</sup> REUNION DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS,  
DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE  
LAGOS, 2 - 9 AVRIL 1991**

PROGRAMME DE TRAVAIL

SAMEDI 6 AVRIL 1991

- |       |  |
|-------|--|
| 9H00  | - Ouverture officielle<br>- Election du Bureau<br>- Adoption de l'ordre du jour  |
| 10H00 | - Pause café   |
| 11H00 | - Examen du rapport final de la 4 <sup>e</sup><br>réunion du Comité Directeur du Projet<br>Pilote CEDEAO/UNESCO d'Information<br>sur les Energies Nouvelles et Renouvelables.<br><br>- Examen du projet d'étude d'un Système<br>Communautaire d'Approvisionnement en<br>Pétrole et Produits Pétroliers de la<br>Sous - Région. |
| 13H00 | - Suspension des travaux   |
| 15H00 | - Reprise des travaux<br><br>- Examen du projet de Statut du Fonds<br>Spécial de l'Energie.  |

DIMANCHE 7 AVRIL 1991

- |       |   |
|-------|---|
| 10H00 | - Examen du projet d'étude d'évaluation<br>des besoins des Etats membres de la CEDEAO<br>en Equipement d'Energie Renouvelable.  |
| 11H00 | - Pause café  |
| 11H30 | - Examen d'un Projet d'Accord entre l'UPDEA<br>et la CEDEAO sur les interconnexions<br>dans la Sous-région.<br><br>- Examen du projet d'étude de faisabilité<br>d'un Centre de Mise en valeur des<br>Ressources Minérales en Afrique de |

13H00

- Suspension des Travaux

15H00

- Reprise des travaux

- Points divers.

LUNDI 8 AVRIL 1991

13H00

- Adoption du rapport

- Clôture

\*\*\*\*\*

ECW/TCEC/XXXII/EN/8

**COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

**32EME REUNION DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'ENERGIE**

Lagos, 6 -8 Avril 1991

**RAPPORT FINAL**

**I. Introduction**

1. La Commission des Transports, des Communications et de l'Energie de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a continué sa trente deuxième Session du 6 au 8 Avril 1991, dans la salle de Conférence du Secrétariat Exécutif située au 9/11 Catholic Mission Street, Lagos par l'examen des documents relatifs à la Coopération en matière d'Energie et des Ressources Minérales.

2. Etaient représentés les Etats membres suivants:

- La République du Bénin
- Le Burkina Faso
- La République de Guinée
- La République Islamique de Mauritanie
- La République du Niger
- La République Fédérale du Nigeria
- La République du Sénégal
- La République Togolaise

3. La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a également participé à ces travaux en qualité d'observateur.

La liste des participants est jointe en annexe au présent rapport.

## II. SEANCE D'OUVERTURE

4. Considérant que la Commission des Transports, des Communications, de l'Energie et des Ressources Minérales s'était déjà réunie du 2 au 5 Avril 1991 pour examiner les programmes concernant la Coopération en matière de Transport, il a été convenu qu'une seconde séance d'ouverture n'était plus nécessaire.

Toutefois, le Secrétaire Exécutif Adjoint chargé des Affaires Economiques, M. K.D. Ouedraogo, a dans une courte allocution, souhaité la bienvenue aux délégués n'ayant pas participé à la séance d'ouverture du 2 Avril 1991 de la Commission. Dans son intervention, il a souligné que la Sous-Région possédait d'importantes ressources énergétiques et minérales qui ne pouvaient être mises en valeur que grâce à une harmonisation des politiques et à une coopération plus étroite entre les Etats Membres.

## III. ELECTION DU BUREAU

5. En raison de l'absence du Ghana et de la Côte d'Ivoire qui étaient rapporteurs pour la première partie de la réunion, le bureau a été recomposé ainsi qu'il suit:

- PRESIDENT : République Fédérale du NIGERIA
- RAPPORTEURS: BURKINA FASO  
REPUBLICQUE DE GUINEE

## IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6. L'ordre du jour suivant a été adopté:

1. Examen du rapport final de la 4è réunion du Comité Directeur du Projet Pilote CEDEAO/UNESCO d'Information sur les Energies Nouvelles et Renouvelables.

2. Examen du Projet d'Etude d'un Système Communautaire d'Approvisionnement en Pétrole et Produits Pétroliers de la sous-région.
3. Examen du Projet de Statuts du Fonds Spécial de l'Energie.
4. Examen du Projet d'Etude d'Evaluation des besoins des Etats Membres en équipements d'Energies renouvelables;
5. Examen du Projet d'Accord de Coopération entre l'UPDEA et la CEDEAO sur les Interconnexions des réseaux électriques de la Sous-région.
6. Examen du Projet d'Etude de faisabilité d'un Centre multinational de Mise en valeur des Ressources Minérales en Afrique de l'Ouest.
7. Points Divers
8. Adoption du rapport et clôture.

#### V. RESULTATS DES TRAVAUX

Point 1:            Rapport Final de la 4è réunion du Comité Directeur du Projet Pilote CEDEAO/UNESCO d'Information sur les Energies Nouvelles et Renouvelles

Après présentation, par le Secrétariat Exécutif, la Commission a adopté le rapport et accepté sa proposition de placer le siège du Réseau d'Information au CRES (Mali) conformément aux recommandations du Comité Directeur du Projet.

La Commission a cependant, fait observer que les budgets annuels de fonctionnement des centres Nationaux devraient être à la charge des Etats membres. Elle a demandé au Secrétariat Exécutif

d'aider financièrement, dans la mesure du possible, ces centres Nationaux. La Commission a demandé au Secrétariat Exécutif de concentrer ses efforts sur le siège sous-régional choisi à savoir le CRES. La Commission a été informé par le Sénégal que le CRDI (CANADA) était actuellement entrain de faire une évaluation des centres nationaux créés par le CRES dans la sous-région. Enfin la Commission a demandé au Secrétariat de changer l'Intitulé du Projet adopté par le Comité Directeur et de le remplacer par "Système d'Information sur les Energie Nouvelles et Renouvelables".

Point 2: Etude d'un Système Communautaire d'Approvisionnement en Pétrole, Produits Pétroliers et Gaz de la Sous-Région

Après présentation du Document par le Secrétariat Exécutif, la Commission s'est particulièrement penchée sur les Termes de Référence proposés pour cette Etude et après y avoir apporté quelques amendements nécessaires, elle a adopté le document préparé par le Secrétariat Exécutif. Toutefois, la Commission a mis l'accent sur le fait que, au lieu de se pencher sur la création d'une banque de données telle que proposer dans les termes de référence, l'étude devrait plutôt se pencher sur la production du pétrole, des produits pétroliers et du gaz dans la région.

Point 3: Examen des Statuts du Fonds Spécial de l'Energie

Après présentation du projet de Statuts du Fonds Spécial de l'Energie présenté par le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO, les délégués sont intervenus sur différents article desdits statuts et y ont apporté les amendements nécessaires avant son adoption. Ils ont demandé au Secrétariat Exécutif (Département juridique) de lever la contradiction entre les versions anglaises et françaises de la décision A/DEC.1/5/82 de la Conférence portant sur le mode de contribution au Fonds. La Commission a recommandé que ceux-ci soient approuvés par le conseil.



Point 4: Examen du projet d'évaluation des besoins des Etats en équipements d'Energies Renouvelables

Après présentation de ce projet d'Etude par le Secretariat Exécutif, la Commission, avant de l'adopter, a demandé au Secrétariat Exécutif d'insérer dans les Termes de référence l'évaluation du Programme d'Equipement d'Energies Renouvelables de certains Etats membres réalisé par le CRES.

Point 5: Examen du Projet d'accord de coopération entre l'UPDEA et la CEDEAO

A défaut de l'Accord de Coopération entre les deux OIG, la Commission, à l'issue de la présentation du Mémoire du Secrétariat Exécutif, a loué les efforts entrepris par l'UPDEA pour l'interconnexion des réseaux d'énergie électrique de la Sous-région. La Commission a adopté le mémorandum et demandé au Secrétariat Exécutif de procéder, dans les meilleurs délais, à l'élaboration de cet Accord qui doit être soumis au Conseil des Ministres et a noté que les études réalisées par l'UPDEA faciliteraient l'Etude en cours au Secrétariat Exécutif relative à l'élaboration d'un Plan Directeur de production, d'extension et d'interconnexion des réseaux d'énergie électrique de la Sous-région de l'Afrique de l'Ouest financées par le PNUD. Le texte devra être envoyé aux Etats membres suffisamment tôt avant le Conseil des ministres.

Point 6: Examen du projet d'Etude de faisabilité d'un Centre multinational de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest

Après la présentation de ce projet tant par le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO que par le Délégué de la CEA, les délégués ont unanimement souligné l'intérêt d'un tel centre pour la Communauté. Ils ont par la suite demandé que dans les Termes de référence (contenu de l'étude) figurent aussi:

- l'Evaluation des centres de mise en valeur des Ressources Minérales existant dans d'autres sous-régions de l'Afrique,
- l'Examen de la situation des Projets multinationaux et Nationaux dans le domaine des Ressources Minérales.

Le document de projet d'étude présenté par le Secrétariat a été adopté par la Commission qui a toutefois insistée pour qu'elle se réalise dans les 16 Etats de la Communauté.

Point 7: Divers

1. La Commission, pour prendre en compte les préoccupations exprimées dans l'article 48 du Traité de la CEDEAO a demandé que la Commission des Transports, des Communications, de l'Energie soit désormais dénommée "Commission des Transports, des Communications, de l'Energie et des Ressources Minérales". Ce titre s'appliquera aussi au Département.

2. En ce qui concerne les ressources humaines, la Commission a aussi demandé que la Division Energie soit renforcée dans ce domaine en raison de la variété d'activités confiées à cette Division.

FAIT A LAGOS, LE 8 AVRIL  
LA COMMISSION

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

32EME REUNION DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS,  
COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE  
LAGOS, 6 - 8 AVRIL 1991

Recommandation N° 1

RELATIVE A LA RESTRUCTURATION DU PROJET  
PILOTE CEDEAO/UNESCO D'INFORMATION SUR  
LES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES

La Commission des Transports, des Communications, et de l'Energie réunie à Lagos (NIGERIA) du 6 au 8 Avril 1991;

- Considérant les décisions A/DEC.3/5/81 et A/DEC.3/5/82 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, relatives respectivement au Programme Energétique et à la Politique Energétique de la CEDEAO;
- Considérant l'insuffisance des informations en matière d'énergie dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest;
- Consciente de l'importance de données fiables pour la conception et la réalisation des projets du programme énergétique de la CEDEAO;
- Après avoir délibéré sur le Rapport Final de la 4ème réunion du Comité Directeur du Projet Pilote CEDEAO/UNESCO sur les Energies Nouvelles et Renouvelables concernant la restructuration de ce projet;

RECOMMANDE

au Conseil des Ministres, la restructuration par le Secrétariat Exécutif du Projet Pilote CEDEAO/UNESCO d'Information sur les Energies Nouvelles et Renouvelables afin de l'élargir aux Seize Etats Membres de la CEDEAO en collaboration avec le CRES, le CILSS et la CEAO.

Fait à Lagos, le 8 Avril 1991.

La Commission.

RECOMMANDATION N° 2  
RELATIVE A L'ETUDE D'ELABORATION D'UN PROGRAMME  
DE COOPERATION COMMUNAUTAIRE EN MATIERE  
D'APPROVISIONNEMENT EN PETROLE ET PRODUITS  
PETROLIERS ET DE DISTRIBUTION DE CES PRODUITS

La Commission des Transports, des Communications, et de l'Energie réunie à Lagos (Nigeria) du 6 au 8 Avril 1991;

- Considérant les décisions A/DEC.3/5/81 et A/DEC.3/5/82 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatives respectivement au Programme Energétique et à la politique de la CEDEAO;
- Consciente de la nécessité d'une approche Communautaire pour l'approvisionnement régulier en produits pétroliers de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.
- Après avoir délibéré sur le Document de Projet d'Etude d'Elaboration d'un Programme de Coopération Communautaire en matière d'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers et de distribution de ces produits présenté par le Secrétariat Exécutif.

RECOMMANDE

- au Conseil des Ministres l'exécution par le Secrétariat Exécutif d'une étude d'un Programme Communautaire d'approvisionnement et gaz de distribution de pétrole, de produits pétroliers et de gaz, et définissant les voies et moyens à mettre en oeuvre pour la réalisation de ce Programme.

Fait à Lagos, le 8 Avril 1991

La Commission

RRECOMMANDATION N° 3  
RELATIVE AUX STATUTS DU FONDS SPECIAL DE  
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ENERGETIQUES  
DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

La Commission des Transports, des Communications, et de l'Energie réunie à Lagos (Nigeria) du 6 au 8 Avril 1991;

- Considérant les dispositions de l'Article 48 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatives à la Coopération en matière de Ressources Energétiques et Minérales;
- Considérant la Décision A/DEC.1/5/82 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relative à la création d'un Fonds de Développement des Ressources Energétiques de la CEDEAO.
- Consciente de la nécessité pour la Communauté de disposer de fonds suffisants pour la mise en oeuvre des projets du programme énergétique de la Communauté;
- Après examen du projet de statuts du Fonds Spécial de Développement des Ressources Energétiques présenté par le Secrétariat Exécutif.

RECOMMANDE  
au Conseil des Ministres;

- d'approuver les Statuts du Fonds Spécial de Développement des Ressources Energétiques;
- de lancer un appel, aux Etats Membres et au Fonds de Coopération, de Compensation et de Développement de la CEDEAO



et aux Organisations Internationales, pour contribuer aux  
Ressources de ce Fonds Spécial conformément aux Articles 4, 5  
et 6 de ces Statuts.

Fait à Lagos, le 8 Avril 1991

La Commission





RECOMMANDATION N° 4  
RELATIVE A L'ELABORATION DES BESOINS DES  
ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE  
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST EN  
EQUIPEMENTS D'ENERGIE RENOUVELABLE.

La Commission des Transports, des communications, et de l'Energie de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest réunie à Lagos du 6 au 8 Avril 1991;

- Considérant les Décisions A/DEC.3/5/81 et A/DEC.3/5/82 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatives respectivement au Programme Energétique et à la Politique Energétique de la CEDEAO;
- Conscient de l'importance des sources d'énergie renouvelable pour la satisfaction des besoins énergétiques des populations de la Communauté en général et de celles vivant en milieu rural en particulier;
- Considérant que les équipements d'énergie renouvelable actuellement utilisés dans la Communauté ne sont ni standardisés ni adaptés aux conditions climatiques de la sous-région;
- Conscient de la nécessité de produire une partie de ces équipements au sein de la Communauté;
- Après avoir délibéré sur le projet d'Etude d'Evaluation des besoins des Etats Membres de la CEDEAO en équipements d'énergie renouvelable;

Recommande

au Conseil des Ministres:

- la réalisation par le Secrétariat Exécutif d'une Etude d'évaluation des besoins des Etats Membres de la CEDEAO en équipements d'énergie renouvelable;
- L'exécution, par le Secrétariat Exécutif, d'une étude de préfaisabilité d'une Unité de production d'équipements d'énergie renouvelable au sein de la Communauté.

Fait à Lagos, Le 8 Avril 1991

La Commission

**RECOMMANDATION N° 5**  
**RELATIVE A L'ELABORATION D'UN ACCORD DE**  
**COOPERATION TECHNIQUE ENTRE LA COMMUNAUTE**  
**ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**  
**C.E.D.E.A.O.**  
**ET L'UNION DES PRODUCTEURS, TRANSPORTEURS ET**  
**DISTRIBUTEURS D'ENERGIE ELECTRIQUE EN**  
**EN AFRIQUE (UPDEA)**

La Commission des Transports, des Communications et de  
l'Energie réunie à Lagos, du 6 au 8 Avril 1991;

- Considérant la Décision A/DEC.3/5/82 de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relative à la Politique Energétique de la CEDEAO;
- Consciente de la similitude entre les activités de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et celles de l'Union des producteurs, Transporteurs et Distributeurs d'Energie Electrique en Afrique dans <sup>la</sup> sous-région de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la Production, du Transport et de la Distribution de l'Energie Electrique;
- Convaincue de la nécessité d'une coordination harmonieuse des activités des deux Organisations dans le domaine de la Production, du Transport et de la Distribution de l'Energie Electrique en vue d'éviter toute duplication des efforts;
- Après examen du Memorandum du Secretariat Exécutif à l'importance de l'élaboration d'un Accord de coopération entre la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union des Producteurs,

Transporteurs et Distributeurs d'Energie Electrique en  
Afrique (UPDEA) dans le domaine des Interconnexions des  
Réseaux Electriques.

RECOMMANDE

- au Conseil des Ministres d'autoriser le Secrétariat  
Exécutif à Conclure un <sup>Accord</sup>/de coopération Technique entre la  
Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
(CEDEAO) et l'Union des Producteurs, Transporteurs et  
Distributeurs d'Energie Electrique en Afrique (UPDEAO)  
dans le domaine des interconnexions des réseaux d'énergie  
électrique de la Sous-région.

FAIT A LAGOS, LE 8 AVRIL 1991

LA COMMISSION

## RECOMMANDATION N° 6

### RELATIVE A L'ETUDE DE FAISABILITE D'UN CENTRE DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES EN EN AFRIQUE DE L'OUEST

La Commission des Transports, des Communications, <sup>et</sup> de l'Energie  
réunie à Lagos, du 6 au 8 Avril 1991;

- Considérant les recommandations du plan d'Action de Lagos et de l'Acte Final de Lagos relatives à la création dans toutes les sous-régions de l'Afrique d'un Centre de mise en valeur des Ressources Minérales;
- Considérant les dispositions de l'Article 48 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatives à la Coopération sous régionale en matière de Ressources Energétique et Minérales;
- Consciente de la dépendance des économies des Etats Membres vis-à-vis des exportateurs de Ressources naturelles primaires en général et des Ressources Minérales en particulier;
- Après avoir délibéré sur le projet d'Etude de faisabilité d'un Centre de mise en valeur des Ressources Minérales en Afrique de l'Ouest;

#### RECOMMANDE

au Conseil des Ministres d'autoriser le Secrétariat Exécutif, en collaboration avec la CEA, à réaliser une Etude de faisabilité d'un Centre de mise en valeur des Ressources Minérales en Afrique de l'Ouest.

FAIT A LAGOS, LE 8 AVRIL 1991.

LA COMMISSION

RECOMMANDATION N° 7  
RELATIVE AU CHANGEMENT DE LA DENOMINATION  
DE LA COMMISSION ET DU DEPARTEMENT DES TRANSPORTS,  
DES COMMUNICATIONS ET ENERGIE

La Commission des Transports, des Communications et de l'Energie, réunie à Lagos (Nigeria) du 6 au 8 Avril 1991.

- Considérant les dispositions de l'Article 4 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) définissant les Institutions de la Communauté;
- Considérant les dispositions de l'Article 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) relatives à la création, composition et Fonctions des Commissions Techniques et Spécialisées;
- Considérant les dispositions de l'Article 48 dudit Traité relatives à la Coopération en matière de Ressources Energétiques et Minérales;
- Considérant les dispositions de l'Article 63 du même Traité relatives aux Amendements et Révisions.
- Consciente de l'importance des ressources Minérales pour le développement économique des Etats Membres;

Recommande que le Conseil des Ministres approuve la dénomination suivante de la Commission.

"La Commission des Transports, des Communications, de l'Energie et des Ressources Minérales" et que cette disposition s'applique également au Département des Transports, des Communications et de l'Energie du Secrétariat Exécutif.

FAIT A LAGOS, LE 8 AVRIL 1991

LA COMMISSION

RECOMMANDATION N° 8  
RELATIVE AU RENFORCEMENT DE LA DIVISION DE L'ENERGIE  
DU DEPARTEMENT DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'ENERGIE DU SECRETARIAT EXECUTIF DE LA CEDEAO

La Commission des Transports, des Communications et de l'Energie, réunie à Lagos (Nigeria) du 6 au 8 Avril 1991;

- Considérant les dispositions de l'Article 48 de la CEDEAO;
- Eu égard à l'importance des ressources énergétiques et minérales pour le développement et l'intégration économique de la Communauté;
- Après avoir constaté l'insuffisance des effectifs de la Division de l'Energie et des Ressources Minérales;

Recommande au Conseil des Ministres d'autoriser le Secrétariat Exécutif à renforcer la Division de l'Energie et des Ressources Minérales par le pourvoiement du poste prévu dans l'Organigramme de la CEDEAO.

FAIT A LAGOS, LE 8 AVRIL 1991

LA COMMISSION



39<sup>EME</sup> REUNION DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS, DE  
L' ENERGIE

LAGOS, 6 - 8 AVRIL 1991

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants à la 32<sup>è</sup> réunion de la Commission des Transports, des Communications, de l'Energie et des Ressources Minérales (Commission Energie et des Ressources Minérales) tenue à Lagos du 2 au 8 Avril 1991 expriment leur profonde gratitude à Son Excellence le Général IBRAHIM BADAMASI BABANGIDA, Président Commandant-en-Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigéria, au Gouvernement et au Peuple Nigériens pour leur chaleureuse hospitalité et les facilités fournies pour assurer le bon déroulement de leurs travaux.

FAIT A LAGOS, LE 8 AVRIL 1991

LA COMMISSION

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST  
ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES

30<sup>EME</sup> REUNION DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE/  
30<sup>TH</sup> MEETING OF THE TRANSPORT, COMMUNICATION & ENERGY COMMISSION  
(COMMISSION ENERGIE/ENERGY COMMISSION)

LAGOS, 6 - 9 AVRIL/APRIL 1991

LISTE DES PARTICIPANTS  
LIST OF PARTICIPANTS

ADRESSE/ADDRESS

PAYS/COUNTRY	NOM/NAME	ADRESSE/ADDRESS
B E N I N	MILOGNON LAGA TOSSOU PIERRE	- Ingénieur & Economiste Pétrolier Chef Service Economie & Législation Direction de l'Energie BP 8168 - COTONOU
	ALIMI SOLIADOU	- Cadre en service à la Cellule Nationale CEDEAO/CEAO Ministère des Finances B.P. 969 - COTONOU -
BURKINA FASO	OUEDRAOGO NONGODO JOSEPH	- Conseiller au Secrétariat d'Etat aux Mines BP. 514 - OUAGADOUGOU -
	KABORE D. VICTOR	- Chef du Département Electricité Générale Direction Générale de la SONABEL OUAGADOUGOU -
	KOUDOUYOU AHOUÉ	- Chef Service des Transports Terrestres/MTC BP. 7B01 - OUAGADOUGOU -
	OUMINGA OUSMANE	- Directeur Technique de la SONABHY 01 BP 4394 - OUAGADOUGOU 01

- 2 -

GUINEE	<p>DIALLO SAIDOU</p> <p>SOMAH <i>Ibrahim</i></p> <p>BAKAYOKO LANCEL</p> <p>CAMARA SEKOUBA</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ambassadeur de la République de Guinée à Lagos</li> <li>- Directeur Général Adjoint Compagnie des Bauxites de Guinée B.P. 295 - CONAKRY -</li> <li>- Directeur Général MINES DEGER GUINEE B.P. 837 - CONAKRY -</li> <li>- Chef Section Normalisation &amp; Contrôle Secrétariat d'Etat aux Energies BP. 1217 - CONAKRY -</li> </ul>
MAURITANIE	<p>DIENG MIKA</p> <p>BA SAIDOU DIOUBOUGUEL</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef Service Energies Conventiionnelles NOUAKCHOTT</li> <li>- 2è Conseiller Ambassade de la Mauritanie à Lagos 98 Norman Williams Str., Ikoyi - Lagos</li> </ul>
NIGER	<p>MAMADOU AICHATOU (MME)</p> <p>SOULEYMANE MAMADOU</p> <p>DIALLO AOUDI ALIOU</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de Service Etudes</li> <li>- Chef Division Approvisionnement Commercial/SONIDEP NIAMEY</li> <li>- Chef d'Exploitation NIGELFC BP. 116 - ZINDER</li> </ul>

- 3 -

## N I G E R I A

CHIEF HENRY M. TEMOFEH	- Deputy Director Crescent B, Flat 17, 1004 FGHF V/Island
ENGR. O.A. QUADRI	- Asst. General Manager Power System Planning Dept. 8, Anifowoshe St., V/I
J.O. DIYA	- Asst. Director (Power) Federal Ministry of Mines & Power & Steel - Lagos
CHARLES AGBO OLAOKE	- Principal Planning Officer Ministry of Petroleum Resources Fed. Secretariat, Phase 1, Lagos.
TUNDE KASALI	Chief Planning Officer, Ministry of Petroleum Resources, Fed. Secretariat, Phase 1 - Ikoyi -
ADEYINKA JONES	- Planning Officer, Fed. Min. of Mines & Power & Steel
S.S. I. IGWE	- Principal Inspector of Mines Fed. Min. of Mines, Power & Steel
CLEMENT ADEGOKE DOSUNMU	- Chief Planning Officer
M. K. AMATE	- Assistant Director of Mines Crescent C, Flat 58, 1004 HE - V/I
OLUBUNMI Y. AKINJOLIRE	- Senior Finance Officer Fed. Ministry of Finance & Economic Dev. ECCOWAS UNIT

S E N E G A L

MAMADOU DIANKA

- Chef Division Energie
- Ministère de l'Industrie
- Usine Beue Tally n°245 - DAKAR -

T O G O

BARANDAO

- Ingénieur, Chargé de la Planification
- et des Energies Renouvelables
- Direction de l'Hydraulique & de l'Energie
- LOME -

E. C. A./CEA

ERRAORE ADAMA PIERRE

- Chef Ressources Minérales
- P.O.Box 3005 - ADDIS-ABEBA

ECA/UNDP

THIAN OMAR

- Project Coordinator

K.D. OUEDRAOGO

- Secrétaire Exécutif Adjoint (AE)

JOHN S. SESAY (DR)

- Directeur du Département Transport,
- Communications & Energie

FODE M. CAMARA

- Chef Division Energie

SECRETARIAT EXECUTIF CEDEAO/  
ECOWAS EXECUTIVE SECRETARIAT

KOFFI KOUADIO

- Directeur du Département Agriculture, Industrie
- et des Ressources Naturelles.

DOUÉ MENSAH

- Project Officer

CAMARA AHMADOU

- Chef Division Immigration

SIKA TRAORE

- Traducteur

BOSE ATEMOLOGUN

- Interpreter

AKIN MEDEIROS

- Interpreter

G.N. HOUNSCU

- Interpreter

SIMPSON OIGA (MRS)

- Interpreter

G. OKPA

- SNR CONF. ASST.

MICAH O. AJUJO

- Economist - Project Analysis -
- B.P. 2704 - LOME -

FOUNDS CEDEAO/ECOWAS FUND

M'GUESSAN K. JEAN

- Economiste - Superviseur de Projets
- B.P. 2704 - LOME -